

l'accompagnèrent à Biarritz en 1934, puis en 1935 en Autriche, en Hongrie et à Cannes. Monté sur le trône, Edouard VIII déclara que rien ne serait modifié à ses amitiés personnelles et Mrs. Simpson fréquenta assidûment la cour, où la duchesse d'York et la duchesse de Kent lui témoignaient beaucoup de bienveillance. L'été dernier elle avait suivi le roi dans sa croisière en Méditerranée. Cependant, depuis l'été de 1934, elle s'était séparée de son second mari pour aller vivre seule, dans une maison voisine de Regent's Park. Elle avait introduit une instance en divorce, et le premier jugement — dont on a vu plus haut qu'il n'avait rien de définitif — avait été rendu à son profit, le 27 octobre.

Pendant longtemps, surtout en Angleterre où la personne du roi est sacrée, on n'avait parlé qu'à mots couverts de l'intimité d'Edouard VIII et de Mrs. Simpson, au sujet de laquelle, toutefois, les journaux américains se permettaient de nombreuses indiscrétions. C'est l'intervention du clergé qui mit fin à la retenue que tous les loyaux sujets britanniques s'imposaient. Le 1<sup>er</sup> décembre, l'évêque de Bradford, D<sup>r</sup> Blunt, au cours d'une conférence diocésaine, s'était élevé formellement contre toute innovation apportée au cérémonial du couronnement et qui fût susceptible d'altérer le caractère sacré. Il avait, à ce propos, prononcé les paroles suivantes, encore sibyllines pour certains de ses auditeurs, mais qui, pour d'autres, mieux avertis, eurent un immense retentissement :

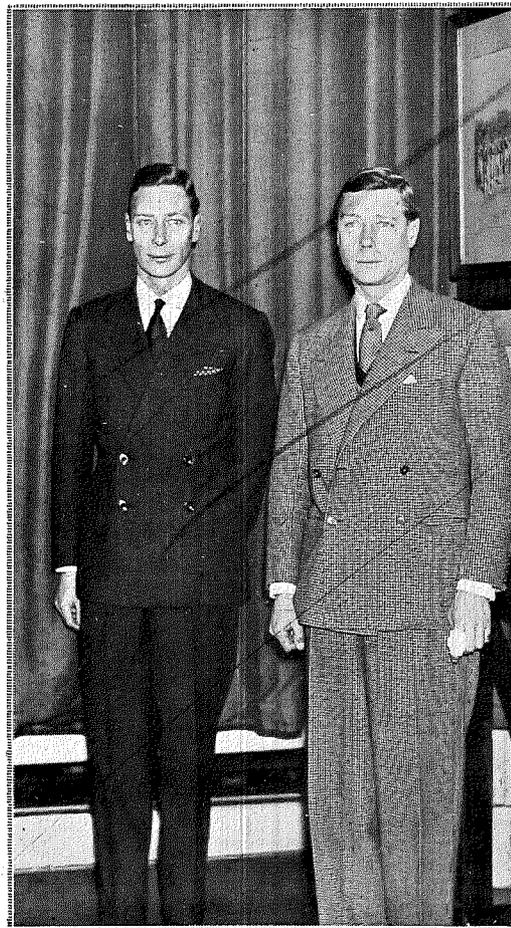
« Les bienfaits du couronnement du roi dépendent de la foi et du don de soi témoignés par le souverain lui-même. Il serait déplacé d'ajouter quoi que ce soit, et je ne puis que le recommander et vous demander de la grâce de Dieu. Nous espérons qu'il se rend compte de ce qui lui manque, et certains d'entre nous seraient désireux qu'il le manifestât de façon plus concrète. »

Devant l'émotion qu'il avait provoquée, le prélat s'empressa de préciser qu'il avait seulement regretté que le souverain semblât indifférent à la pratique publique de la religion, mais il était évident que sa « remontrance » répondait à un prêche fait en la chapelle de Saint-James, le 1<sup>er</sup> novembre, par l'évêque de Birmingham, bien connu pour son évêque de Belvoir avait suggéré que la cérémonie du couronnement fût rendue indépendante des rites religieux dont elle s'accompagne habituellement. En effet, le couronnement est considéré comme un sacrement, que doit précéder la communion. Or, l'Eglise anglicane, n'ignorant pas que le roi songeait à épouser Mrs. Simpson, se montrait scandalisée, du seul point de vue religieux et moral, que le mari d'une femme deux fois divorcée fût admis à la communion publique, surtout quand il s'agissait du roi qui, en prêtant serment, s'était engagé à défendre la foi chrétienne. Moins stricte sur le chapitre du divorce que l'Eglise de Rome, celle d'Angleterre n'en est pas moins hostile à cette atteinte portée à l'institution divine du mariage. Le compromis ingénieux imaginé par l'évêque de Birmingham tournait la difficulté, mais il heurtait le sentiment des puritains dont l'évêque de Bradford s'était fait l'écho. Le premier conflit était entre le roi et l'Eglise.

Mais un autre existait déjà, de caractère constitutionnel, que l'opinion publique ne connaissait pas encore et dont elle allait être informée presque en même temps que du différend religieux. Au lendemain même du jugement de divorce de Mrs. Simpson, le 27 octobre, Edouard VIII avait demandé à M. Baldwin s'il ne lui serait pas possible de proposer au parlement de voter un texte de loi l'autorisant à contracter un mariagemorganatique, ce qui est une forme d'union royale que la constitution anglaise n'envisage pas. Le premier ministre avait répondu que, personnellement, il ne voulait pas prendre cette initiative, car il était à peu près certain que la majorité parlementaire ne voterait pas la loi, mais que l'affaire n'était pas de son ressort de l'Angleterre et qu'il convenait de solliciter aussi l'avis des dominions, qui ont le même souverain que la métropole. Cette consultation eut les premières semaines de novembre. Les réponses des dominions furent examinées en conseil des ministres, le 27 novembre. Elles étaient toutes négatives. De leur côté, les membres du cabinet anglais partageaient l'opinion du premier ministre. C'est ce que M. Baldwin alla aussitôt faire connaître au roi, au cours de la première des nombreuses entrevues qu'il a eues avec lui en ces journées dramatiques. En apprenant le refus qui lui était opposé, Edouard VIII se révolta : « Eh quoi ! dit-il, il n'y a donc en Angleterre que le monarque qui ne soit pas libre ? — Non, Sire, répliqua M. Baldwin, ce n'est pas le monarque qui n'est pas libre, mais la monarchie ! » Et le chef responsable du gouvernement d'ajouter que, si le roi persistait dans son dessein, il lui remettrait sa

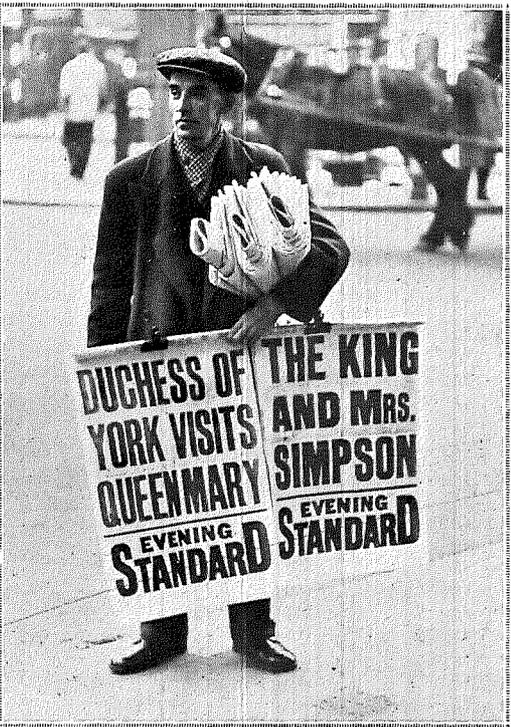
démission. Mais il l'avertit en même temps qu'il avait obtenu du leader de l'opposition travailliste, M. Attlee, l'assurance qu'il n'accepterait pas de prendre le pouvoir si la succession du cabinet unioniste lui était offerte. Dans ces conditions, il semblait qu'Edouard VIII n'eût plus le choix qu'entre deux partis : se soumettre ou se démettre.

La première de ces hypothèses, d'après ce que l'on savait de son caractère, était la moins vraisemblable. Dès le 3 décembre, l'abdication royale



Les deux frères : Edouard VIII et le duc d'York.

était donc attendue. Quand ce jour-là M. Baldwin se rendit à la Chambre des communes, une ovation insolite lui fut faite, comme si les députés avaient voulu lui témoigner leur approbation quasi unanime, et on lui demanda s'il n'avait pas de déclaration à faire. Il se borna à répondre que, pour l'instant, il n'avait rien à dire. On voulut en conclure que l'abdication était certaine, mais que les formalités nécessaires retardaient son annonce. Cependant, les jours s'écoulaient sans que la situation fût modifiée. Les conciliabules se multipliaient tant à Downing Street qu'au palais,



Un vendeur de journaux londoniens.

où le duc d'York, l'héritier présomptif, absent de Londres, était hâtivement revenu. Chaque soir, après des discussions épuisantes avec ses ministres, les membres de la famille royale ou d'autres personnalités qu'il avait mandées, le roi se retirait dans sa résidence privée de Fort-Belvédère.

Entre temps, un revirement se produisait dans l'opinion. Edouard VIII, depuis son avènement, a été un des souverains les plus populaires de l'Angleterre. Si ses velléités d'action personnelle — le roi règne, mais ne gouverne pas, a-t-on coutume de dire — ont parfois indisposé ses ministres, la sollicitude qu'il a toujours témoignée aux classes pauvres, aux ouvriers des usines, aux chômeurs, sa simplicité ennemie du protocole, ses



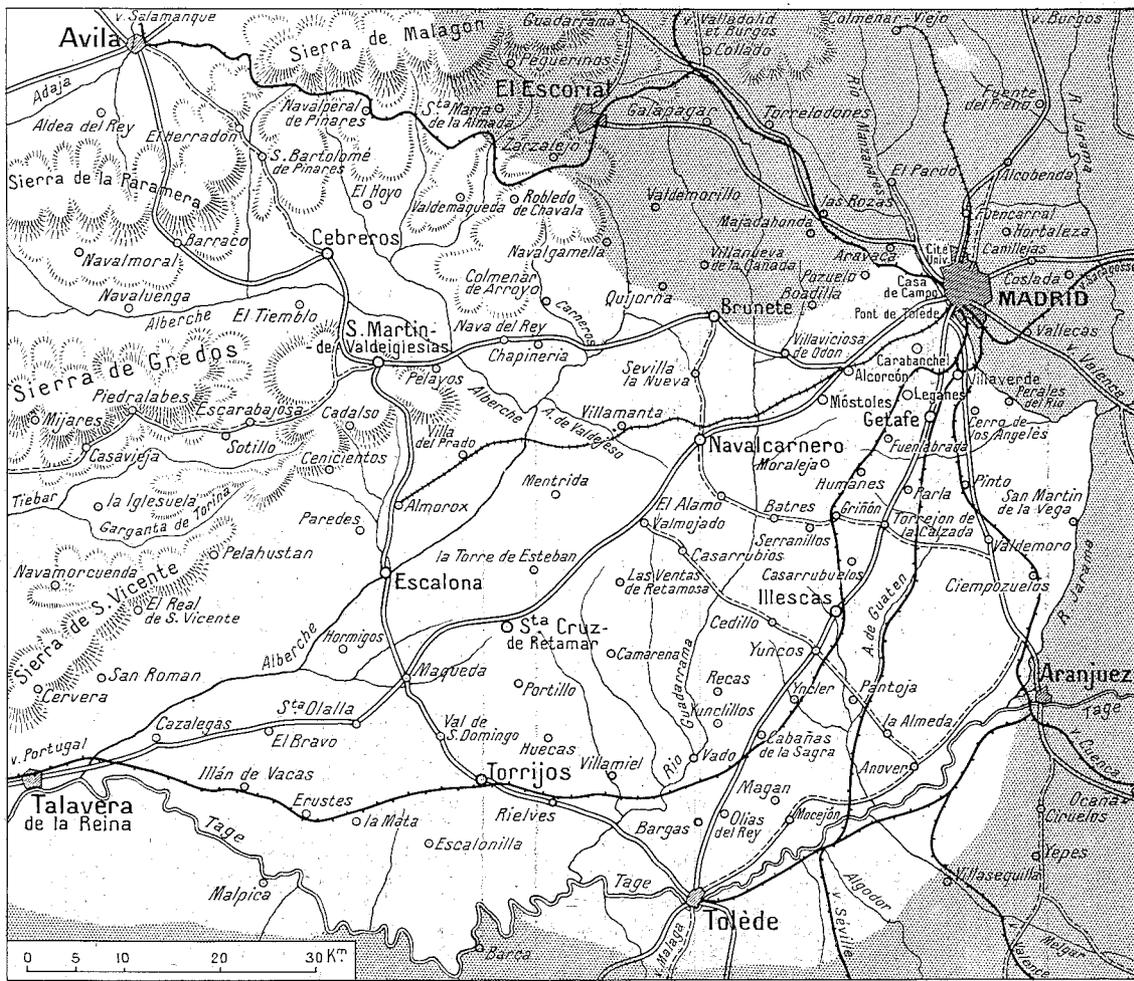
La reine Mary dans sa voiture.

sentiments démocratiques lui ont conquis bien des cœurs. Son idylle amoureuse lui vaut aussi la sympathie des âmes sensibles. Pour une question de principe constitutionnel dont la masse, au fond, se désintéresse, l'Angleterre doit-elle risquer de perdre un souverain dont le règne se présentait comme l'un des plus glorieux et des plus profitables de son histoire ? C'est peut-être la dislocation de l'empire que ce départ entraînerait. Voilà pourquoi on a vu s'organiser spontanément dans tout le pays des meetings, des manifestations, des cortèges dont le cri de ralliement était : *God save the King from Baldwin* (que Dieu protège le roi contre Baldwin) ! Au parlement même, M. Churchill, chef d'une fraction des conservateurs, s'est fait le champion du roi. Il a insisté avec véhémence pour qu'aucune décision prématurée ne fût prise et qu'on épuisât d'abord toutes les possibilités de compromis : « Il ne faut pas bousculer le roi. » A nouveau la Chambre des communes s'est réunie, le 7 décembre. M. Baldwin y a fait l'historique du regrettable conflit, il a réfuté les nouvelles fausses et les interprétations tendancieuses dont il avait été l'occasion et il a laissé ses auditeurs sous l'impression qu'Edouard VIII, toujours hésitant, n'avait encore ni accepté, ni rejeté formellement l'avis de ses ministres, qui ne lui avait d'ailleurs été donné que parce qu'il l'avait lui-même sollicité.

Quant à Mrs. Simpson, elle n'a pas voulu, par un scrupule qui l'honore, que sa présence pût en aucune façon peser sur la détermination royale et elle a quitté Londres et l'Angleterre dans la soirée du 3 décembre. Elle a débarqué à Dieppe et, par la route, après avoir passé une nuit à Rouen et une seconde à Blois, elle s'est rendue à Cannes, chez des amis personnels, Mr. et Mrs. Rogers, les actuels propriétaires de la belle villa « Lou Viei », qu'ils avaient achetée il y a peu d'années à M. Pierre Lafitte, aujourd'hui président du conseil d'administration de *Paris-Soir* et codirecteur du *Figaro*. C'est là qu'elle s'efforce d'échapper aux curiosités indiscrettes. Cependant, dans la soirée du 7 décembre, après avoir longuement téléphoné avec Londres, elle faisait tenir à la presse un communiqué où il était dit qu'elle avait toujours évité toute action ou proposition susceptible de porter préjudice au roi ou au trône et que, si cela pouvait résoudre le problème, elle « désirerait se retirer d'une situation rendue à la fois malheureuse et intenable ».

ROBERT LAMBEL.

12 12 1936



La région occupée par les nationaux (en blanc) à l'ouest et au sud-ouest de Madrid et (en pointillé) la zone occupée par les gouvernementaux.

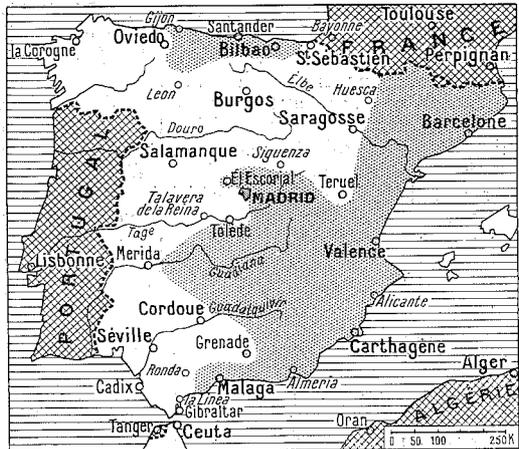
**LE SIÈGE DE MADRID**

par J. CLAIR-GUYOT

(Voir les numéros des 31 octobre, 7, 14 et 28 novembre.)

Avila, 26 novembre.

Le siège de Madrid se poursuit ! Depuis plus de trois semaines, quand ils obtiennent l'autorisation nécessaire, les journalistes retournent « au front » : maintenant, l'étape est souvent rude, car le mauvais temps a détrempé les routes et enneigé certains cols qu'il faut franchir ; chaque fois, ils ne peuvent que s'approcher du but convoité ; ils le touchent presque, mais ne dépassent pas la zone atteinte aux précédentes visites. Cependant, une constatation s'avère après chaque nouvelle enquête sur les opérations de ce siège : de plus en plus la lutte est acharnée. Il ne s'agit plus d'une guerre civile telle qu'on peut l'imaginer d'après les récits traditionnels ;



Les deux Espagnes : la blanche et (en pointillé) la rouge.

c'est la guerre moderne utilisant ces effroyables engins enfantés par le progrès et qui engendrent les pires horreurs.

J'ai relaté comment le vendredi 13 novembre j'étais allé jusqu'à la maison portant le numéro 87 de la calle de Antonio Leyva, là où se trouvait le P. C. du colonel commandant le secteur d'at-

taque du pont de Tolède ; puis, le 17 novembre, jusqu'à l'entrée de la Casa de Campo, ce grand parc, entouré de murs et planté de vieux chênes-lièges, qui s'étend à l'ouest de Madrid sur la rive gauche du Manzanares.

Le 21 novembre, nous avons pu — une quinzaine de journalistes anglais, espagnols et français — pénétrer très avant dans la Casa de Campo.

Un peu avant 14 heures, les manquants arrivèrent. Ils avaient eu des difficultés avec une de leurs automobiles et nous rejoignaient entassés dans une seule voiture. Alors, en route vers Madrid !

A 15 heures, nous stoppons à l'entrée de la Casa de Campo. Nous laissons les autos à l'abri du mur de clôture et, conduits comme toujours en pareil cas par un officier d'état-major, nous nous

Cette dernière « excursion » mérite d'être racontée parce qu'elle donne un aperçu de ce qu'est la lutte acharnée entre blancs et rouges pour l'attaque et la défense de Madrid.

Comme chaque fois, un point de rassemblement nous avait été désigné, tous les « correspondants de guerre » n'ayant pas le même cantonnement. Les uns sont à Tolède, les autres à Talavera de la Reina ou à Avila. Ce 21 novembre, le point de ralliement était à Navalcarnero, vers midi.

A l'heure dite, nous étions presque tous au rendez-vous, sauf trois Espagnols et un Uruguayen. En les attendant, on décida de se restaurer. Il faisait un affreux temps. La pluie, qui tombait depuis plusieurs jours, avait changé en marécage embrumé la place de Navalcarnero, si riante sous le soleil. Au moment de notre arrivée, de nombreux soldats se tenaient sous les galeries des maisons qui entourent cette place, attendant leur tour de défiler devant les cuisstots qui distribuaient d'appétissantes rations. Nous-mêmes, nous nous mîmes en quête d'un abri, ce qui n'est pas difficile dans ces malheureuses localités espagnoles l'une après l'autre désertées, ou à peu près, par leurs habitants.

Avec Jérôme Tharaud, un heureux hasard nous fit découvrir, dans une très ancienne et typique *posada*, une salle dont un côté s'agrémentait d'une vaste cheminée. Un gamin se chauffait devant un bon feu qu'il alimentait de débris de charpentes ramassés sur les ruines du village et, gentiment, il nous laissa déjeuner près de lui.



Le ravitaillement des troupes nationalistes sur la vieille place de Navalcarnero : l'heure de la soupe.



Un corps ramené à dos de mulet.

acheminons, droit au nord, vers la Cité universitaire. Dès que nous devons nous écarter des routes pour laisser passer les convois militaires qui se succèdent, nous enfonçons dans la boue jusqu'aux chevilles. Le ciel est gris foncé. La pluie tombe fine. Les canons, les mitrailleuses, la mousqueterie, qui tonnent, crépitent et claquent sans arrêt, révèlent l'intensité de l'action qui se poursuit en avant et à notre droite.

Ainsi, passé les lacs de la Casa de Campo, nous arrivons, sous des taillis plus épais, à un poste de ravitaillement d'artillerie. Des hommes déchargent des camions remplis de caisses d'obus. D'autres réapprovisionnent des caissons de batteries que des tracteurs viennent remorquer. Mais le sol est si mou que les véhicules s'embourbent ; des soldats doivent pousser aux roues pour soulager l'effort des machines.

Sur le sol vallonné du parc de la Casa de Campo, nous nous trouvons en contre-bas. Pour découvrir Madrid de plus près et peut-être voir enfin le Manzanares et le pont de Ségovie, nous décidons d'avancer jusqu'à une crête que nous jugeons propice. Mais bientôt, au delà d'un grand chemin du parc, nous pénétrons en plein champ de tir de mitrailleuses. Non seulement les balles sifflent sur notre droite du côté de Madrid, ce qui est normal, mais aussi sur notre gauche. Nous ne comprenons plus ; mais il nous faut rebrousser chemin. De minute en minute, la situation s'aggrave. Chacun doit se défilier comme il peut derrière les plus gros troncs des vieux chênes-lièges. Près du poste de ravitaillement d'artillerie où nous étions tout à l'heure, les balles sifflent sans arrêt, puis des obus tombent et éclatent.

Des chars d'assaut passent près de nous, allant au combat. D'autres en reviennent, et sur l'un d'eux, autour de sa coupole, deux morts ont été déposés pour être enterrés à l'arrière. Des brancardiers se succèdent transportant des blessés et des cadavres. Sur la route périlleuse, des mulets trottent avec leur inconscience de braves bêtes, portant en travers de leur bât un corps inerte dont la tête et les bras, ou les jambes, ballottent sur leurs flancs.

Deux officiers espagnols nous voient, civils au milieu de ce coup dur d'une action qui se prolonge depuis le matin. Ils nous intimement l'ordre de regagner au plus vite nos automobiles qui nous attendent 400 mètres plus au sud. Il n'y a pas de doute : nous sommes pris dans une contre-attaque.

Un quart d'heure plus tard, non sans alertes,



Une auto blindée nationaliste, revenant de la ligne de feu, croise une autre auto blindée montant au combat.



Le cadavre d'un Marocain ramené sur une auto blindée. DANS LES BOIS DE LA CASA DE CAMPO, AUX PORTES DE MADRID.

nous nous retrouvons à l'abri, près des voitures. Mais il y a deux manquants, deux Français, deux amis. On attend un peu ; on patiente. De minute en minute notre inquiétude grandit. Deux heures que nous attendions, de plus en plus angoissés, lorsque, à l'opposé de la direction où nous regardions désespérément, nos deux amis arrivent avec ce sourire contracté des gens qui se félicitent d'avoir échappé à quelque danger. Ils nous racontent qu'au moment où nous avions dû nous disperser sous la fusillade ils avaient eu la malchance de tomber en pleine contre-attaque d'un tank rouge qui avait audacieusement foncé dans les lignes des nationaux. Ils étaient restés blottis dans un creux pendant le combat, qui fut néfaste sur l'agresseur.

Enfin, ils étaient sains et saufs. Alors nous pouvions rejoindre nos cantonnements. Nous nous



Dégagement à bras d'hommes de caissons d'artillerie embourbés.

Photographies J. Clair-Guyot.

12.12.1936



L'aspect des routes, au début de décembre, entre Avila et Madrid.

éloignons de Madrid qui, au crépuscule, rougeoyait de lueurs d'incendies.

Le soir, de retour à Avila, nous fêtions nos deux camarades, lorsqu'une nouvelle particulièrement navrante vint mettre fin à notre joie. Nos confrères espagnols et uruguayen, ceux que le matin nous avions attendus à Navalcarnero, s'étaient trompés de route en quittant la Casa de Campo. Là, à la bifurcation des deux chemins qui, en angle très aigu, piquent vers Boadilla et Mostoles, ils avaient pris par erreur celui de droite. Quelques kilomètres plus loin, ils tombaient dans les lignes rouges sans avoir entendu les avertissements désespérés des blancs qui, de leur tranchée, les avaient vus filer vers l'ouest.

Les rouges avaient fait prisonniers les cinq occupants de l'auto : M. Casanova, directeur du *Heraldo de Arragon*, qui avait mené une campagne farouche contre le gouvernement de Madrid ; M. Ciuto, journaliste uruguayen ; deux photographes espagnols et le chauffeur.

Deux jours nous sommes restés sans nouvelles. Puis nous apprîmes... ce que nous redoutions : les quatre Espagnols avaient été fusillés. Seul M. Ciuto, en tant qu'étranger, avait été épargné et reconduit à la frontière française.

Depuis nous ne sommes plus retournés au front. Les difficultés se sont multipliées autour de notre mission d'informateurs. Et, après les incidents tragiques que je viens de narrer, des consignes intransigeantes interdiront nos excursions vers Madrid.

Bien que nous soyons à peu près isolés du reste du monde, faute de journaux étrangers et même de correspondance avec les nôtres, nous sentons, ici, que, depuis un mois environ, la face des événements d'Espagne n'est plus la même. A vrai dire, ce n'est plus tant la guerre civile qui se poursuit autour de Madrid. La capitale espagnole est devenue l'enjeu d'une partie plus vaste : là se joue le sort du communisme, avec ses conséquences redoutables.

Au delà des Pyrénées, perplexe après la lecture des communiqués de l'un et de l'autre camp, on ne s'explique peut-être pas les raisons des changements imprévus qui ont déconcerté les faiseurs de pronostics depuis trois semaines. Aussi convient-il de « faire le point », sans passion, objectivement. C'est ce que je vais m'efforcer d'entreprendre.

\*\*

Il est inutile de remonter, en s'arrêtant aux détails, jusqu'à la source de l'actuel conflit espagnol pour exposer les raisons qui, depuis un mois, ont contrarié l'évolution prévue des événements.

Le déclenchement de la révolte qui éclata contre une formule de gouvernement jugée mauvaise par une importante majorité alluma dans le pays tout entier des foyers de luttes farouches. Puis un front se stabilisa, mais, à vrai dire, sur un tracé sinueux, imprécis, laissant, de chaque côté, de redoutables noyaux d'insoumis.

Les luttes sanglantes à Badajoz, à Irun, les

avances de l'armée du général Franco jusqu'à Burgos, puis à Talavera de la Reina furent les principaux épisodes du second acte du drame espagnol.

La prise de Tolède suivit. Ce fut une entreprise audacieuse, bien menée, qui se termina, encore une fois, par la victoire des blancs.

On était à la fin de septembre. Les nationaux eurent alors la sagesse d'aligner les positions de leur front depuis Tolède jusqu'à l'ouest de Maqueda, au nord de la route qui traverse Torrijos.

Déjà les plus optimistes — côté blanc — envisageaient comme prochaine la prise de Madrid. Le général Franco jugea le moment venu d'entreprendre la marche sur la capitale. Mais qu'on ne s'y trompe pas sur le vu d'une carte à petite échelle : de Madrid au front de l'armée, la moyenne du rayon était alors de plus de 70 kilomètres.

L'action se déclencha le 17 octobre de la banlieue de Tolède, droit au nord, le long de la route qui, presque rectiligne, rejoint la capitale. Le soir de ce jour-là, les troupes du général Franco avaient

atteint Illescas, soit une avance de plus de 30 kilomètres. J'ai raconté les péripéties de cette bataille, mais en omettant cependant un détail important : c'est que, tout au long du terrain de l'action, nul ne put découvrir un seul mort sur le champ de bataille. Devant l'élan des troupes marocaines, secondées par la légion espagnole, les rouges n'avaient pas accepté le combat, déçus, peut-être, de ce fait que les fortes tranchées qu'ils occupaient avaient été creusées en prévision d'une attaque venant de l'ouest et qu'ils se trouvaient assaillis par le sud.

Après l'avance jusqu'à Illescas, puis l'inévitable redressement du front qui doit suivre une attaque en flèche, l'objectif des blancs fut Navalcarnero, bourg important que traverse la route de Talavera de la Reina à Madrid, à moins de 40 kilomètres de la capitale.

Entre Santa Cruz de Retamar et Valmojado, puis en avant de Navalcarnero, les nationaux eurent



Des journalistes sur la route du pont de Ségovie, à 5 kilomètres de la Puerta del Sol.

Photographies J. Clair-Guyot.

à vaincre une sérieuse résistance. Les rouges connaissaient la valeur stratégique de Navalcarnero. Ils sentaient que de là Madrid était sérieusement menacé. A dater de cette période, la guerre espagnole allait de plus en plus évoluer : et du plan de la guerre civile elle allait passer sur le plan d'une guerre internationale. Allait-on pouvoir dire encore qu'on était là en présence de troupes nationales se heurtant à la défense d'une démocratie ? Il apparaissait plutôt déjà que ce qui était en jeu, c'était le sort du communisme en Europe occidentale. De partout, des volontaires, décidés à vaincre pour une cause, vinrent grossir les rangs des gouvernementaux, et, parmi eux, nombreux étaient sans doute ceux qui déjà avaient reçu le baptême du feu d'une grande guerre, ceux du moins qui étaient entraînés à la discipline des grandes armées modernes.

Ainsi, bien qu'approchant encore, mais plus lentement, de la capitale, les troupes du général Franco trouvèrent en face d'elles un adversaire plus décidé, plus discipliné, mieux commandé et aussi mieux armé.

Et, quant à cet armement... essayer de l'identifier, dans l'un ou l'autre parti, ou de le dénombrer serait s'engager dans une tâche bien scabreuse. Hors de la Péninsule on ne saurait démêler la vérité entre les assertions tendancieuses des adversaires. Pour ceux qui sont sur place et en présence du matériel utilisé la collaboration étrangère apparaît incontestable sur les deux fronts.

Retournons près de la capitale devant laquelle on se bat depuis près d'un mois sans appréciables avantages de part et d'autre.

Dans leurs avances précédentes, les blancs avaient à vaincre parfois quelque résistance dans les villages où les rouges, à l'abri des maisons, résistaient avec plus d'ardeur. Chaque fois les blancs enlevaient la place en cernant le village.

Mais Madrid n'est pas un village et les blancs ne l'encerclent pas ! Là, l'avance en flèche tentée vers les ponts de Tolède et de Ségovie a échoué.

12. 12.  
1936

Le célèbre hôtel Colon, à Barcelone, avec ses effigies de Lenine et de Staline.

La Casa de Campo a été prise, mais ce n'est qu'un parc immense, tel notre Bois de Boulogne. La Cité universitaire a été prise, disputée, conservée par les blancs, mais ses bâtisses énormes sont dispersées dans des jardins, et de chacune d'elles on a réussi à faire le siège. Quelques immeubles de la périphérie ont été occupés, mais après avoir été enlevés étage par étage.

On laisse entendre, à l'état-major du général Franco, qu'une nouvelle tactique va être adoptée : l'encercllement de la ville ? De récentes opérations confirment cette hypothèse.

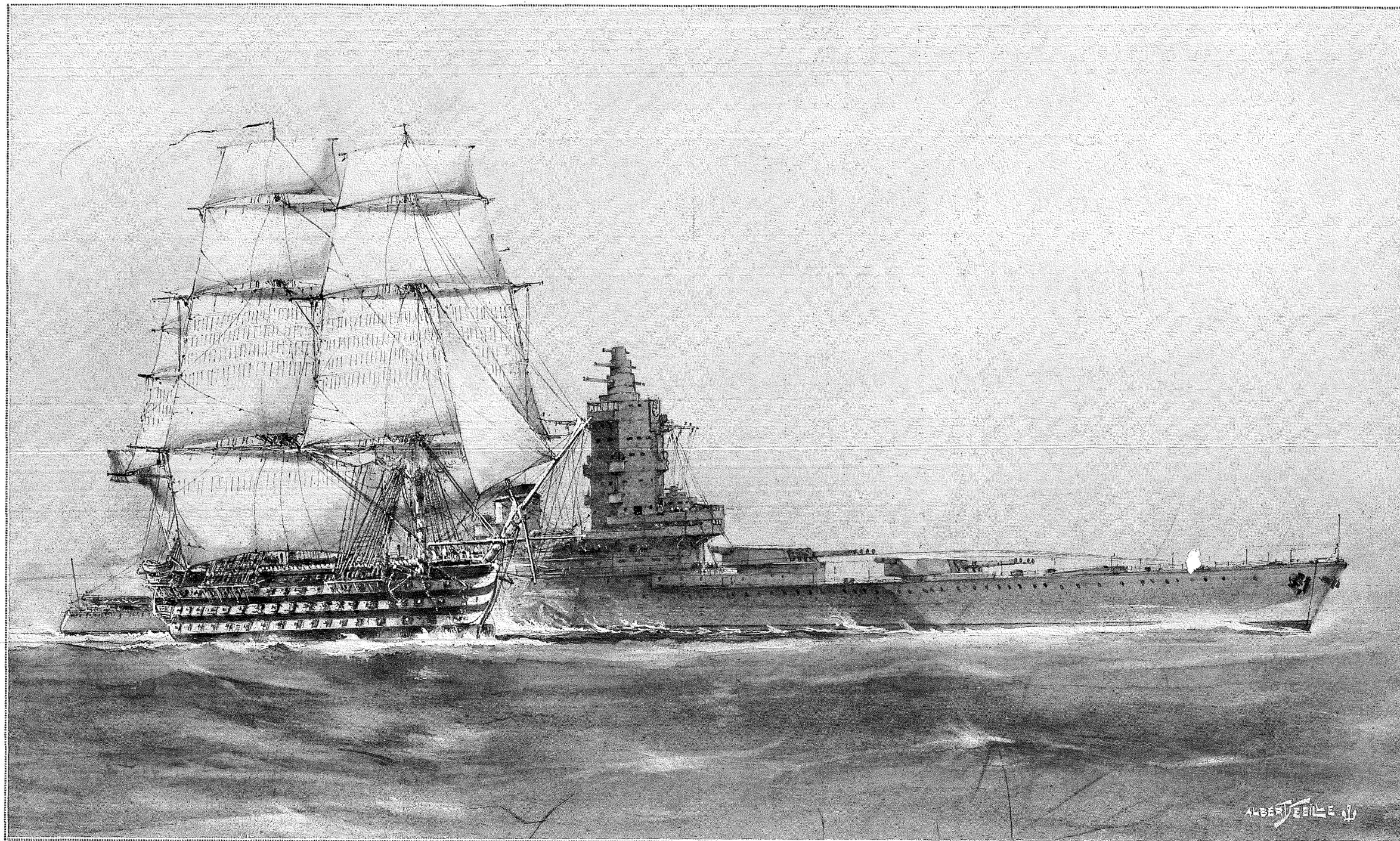
Comment tout cela finira-t-il et quand ? Nul ne le sait à l'heure actuelle.

Devant tant de deuils, tant de ruines, tant de crimes, tant de misères qui dévastent la pauvre Espagne, on reste profondément accablé. Qui n'a pas vu l'état actuel de ce pays ne peut imaginer la réalité dans toute son horreur. On voudrait pouvoir le dire de la façon la plus persuasive, le faire comprendre avec intensité afin que cela servît de leçon à l'humanité pour éviter ailleurs pareil cataclysme.

JEAN CLAIR-GUYOT.



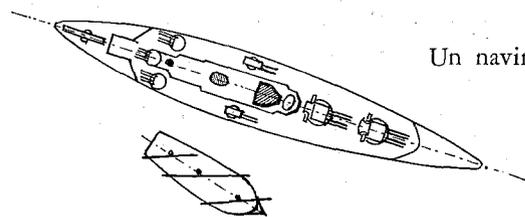
Un poste de Croix-Rouge des miliciens dans les rues de Madrid. — Photographies H. Daniel.



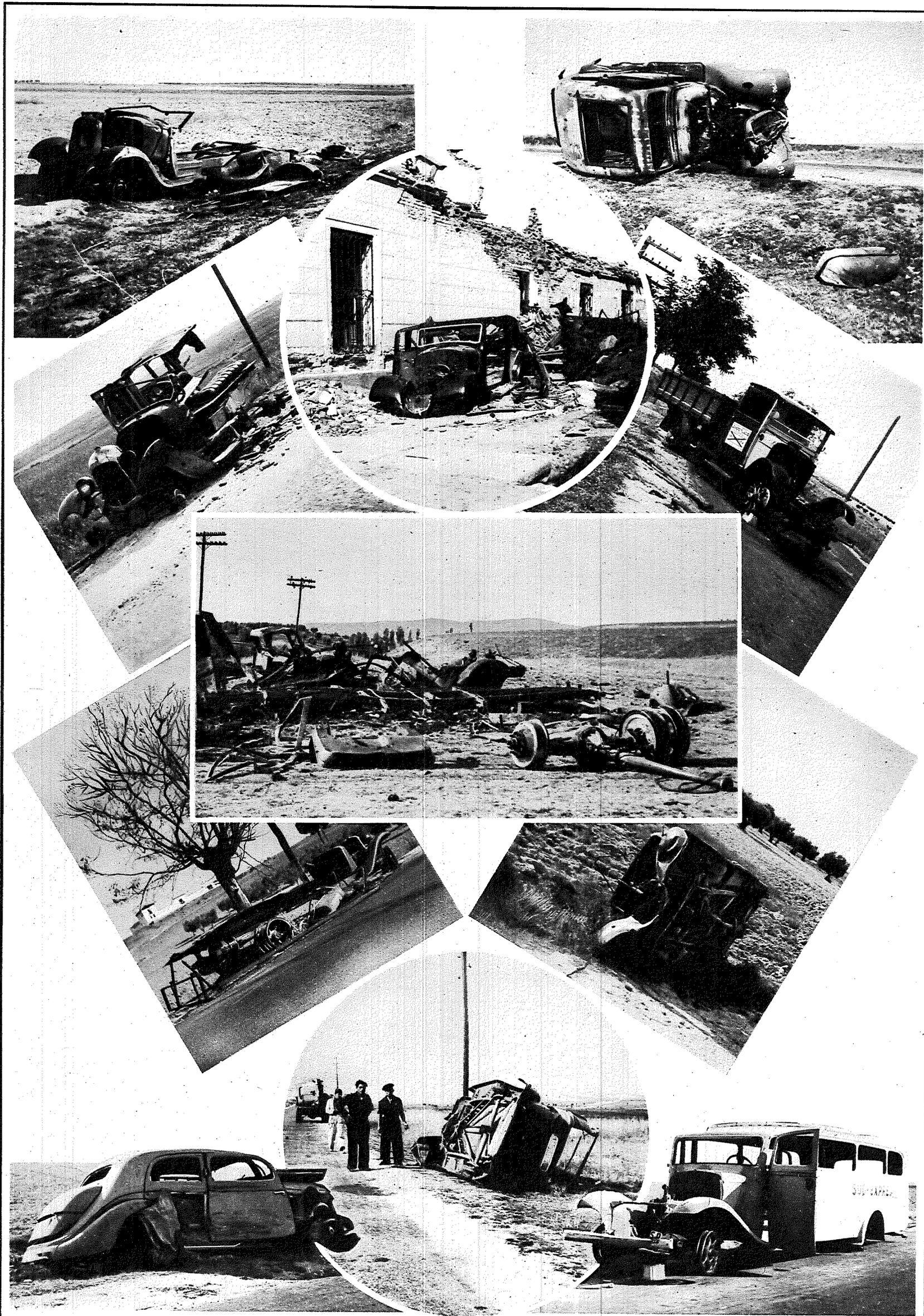
### LA TRANSFORMATION DU NAVIRE DE COMBAT EN MOINS D'UN SIÈCLE

Un navire à trois ponts d'il y a quatre-vingt-dix ans, le *Souverain* (1846), et le navire de ligne *Strasbourg* (1936). — Composition d'Albert SEBILLE.

*Le vaisseau amiral de l'escadre d'évolution que commandait en 1846 le prince de Joinville était le navire de premier rang ou « trois-ponts » représenté ici : le *Souverain*; ses plans en avaient été dessinés par l'illustre Sané, dont le chef-d'œuvre fut l'*Océan* qui inspira, même à l'étranger, toutes les constructions navales du temps : le type *Océan*, avec ses 120 canons, représentait donc à cette époque le navire de combat dans son maximum de puissance. Le *Strasbourg*, qui vient d'être lancé, représentera lui aussi, une fois achevé, le critérium du navire de ligne des flottes modernes. Cette page n'est pas une simple comparaison par l'image à usage didactif; elle est la confrontation de deux instruments de guerre navale créés à moins de cent ans de distance. Notre collaborateur, le peintre de marine Albert Sebille, a imaginé ces deux navires « vus » à 400 mètres de distance, le *Souverain* naviguant au plus près, ses vergues faisant avec la quille et avec la direction du vent un angle de 34 degrés.*



12.12.1936



Une vision obsédante sur les routes espagnoles : les carcasses d'automobiles de toutes marques, et de toutes puissances, qui jonchent les campagnes.

— Photographies J. Clair-Guyot.



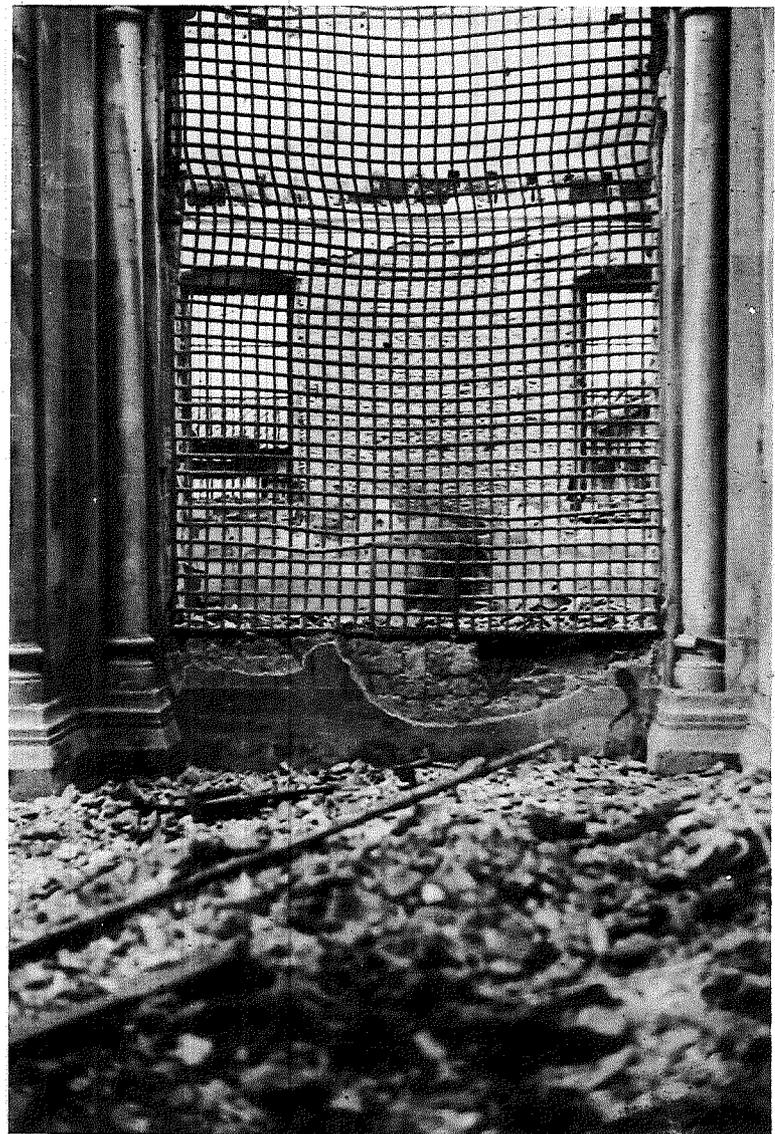
QUELQUES EFFETS DES BOMBARDEMENTS DE MADRID PAR AVION



La progression dans les rues de Tolède en direction de l'Alcazar, où sont réfugiés des insurgés. — *Phot. Rol.*

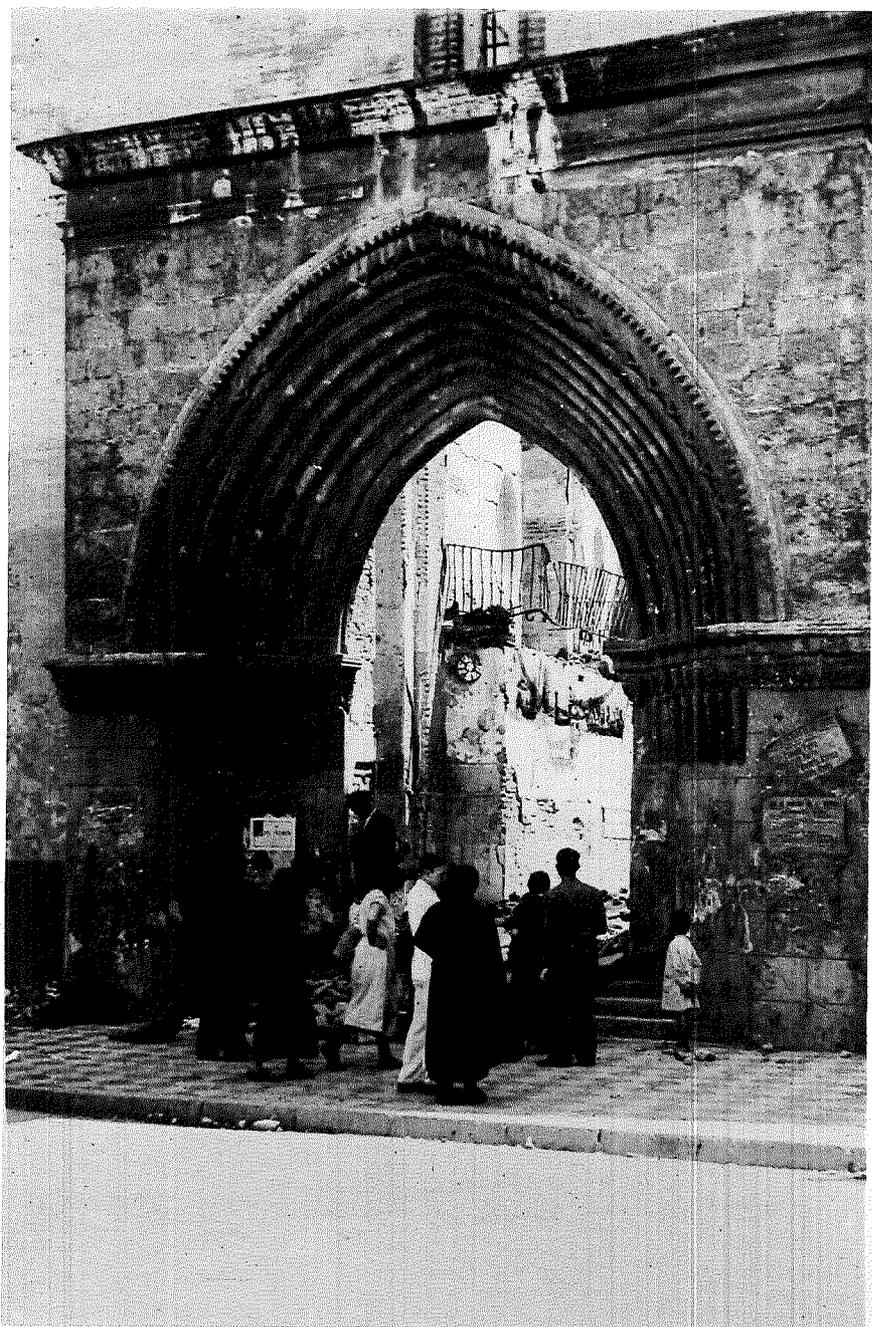


Devant l'église de Las Salesas, à Barcelone. — *Phot. Merletti.*



Une grille du cloître de « Las Mercedarias », à Séville. — *Phot. Serrano.*

RUINES, DÉCOMBRES...



Le porché de l'église Omnium Sanctorum (Séville).



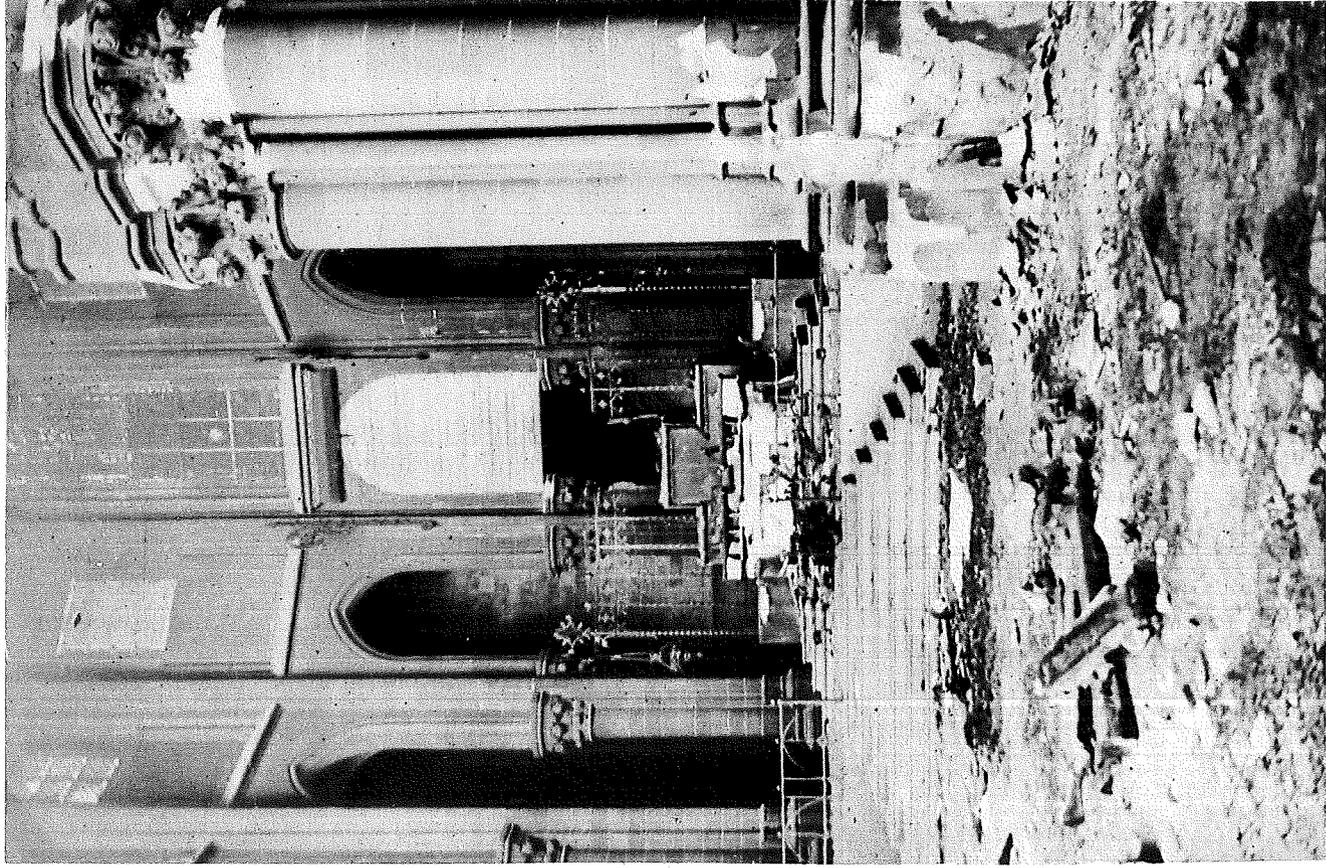
L'abside de l'église de Belen (Barcelone).



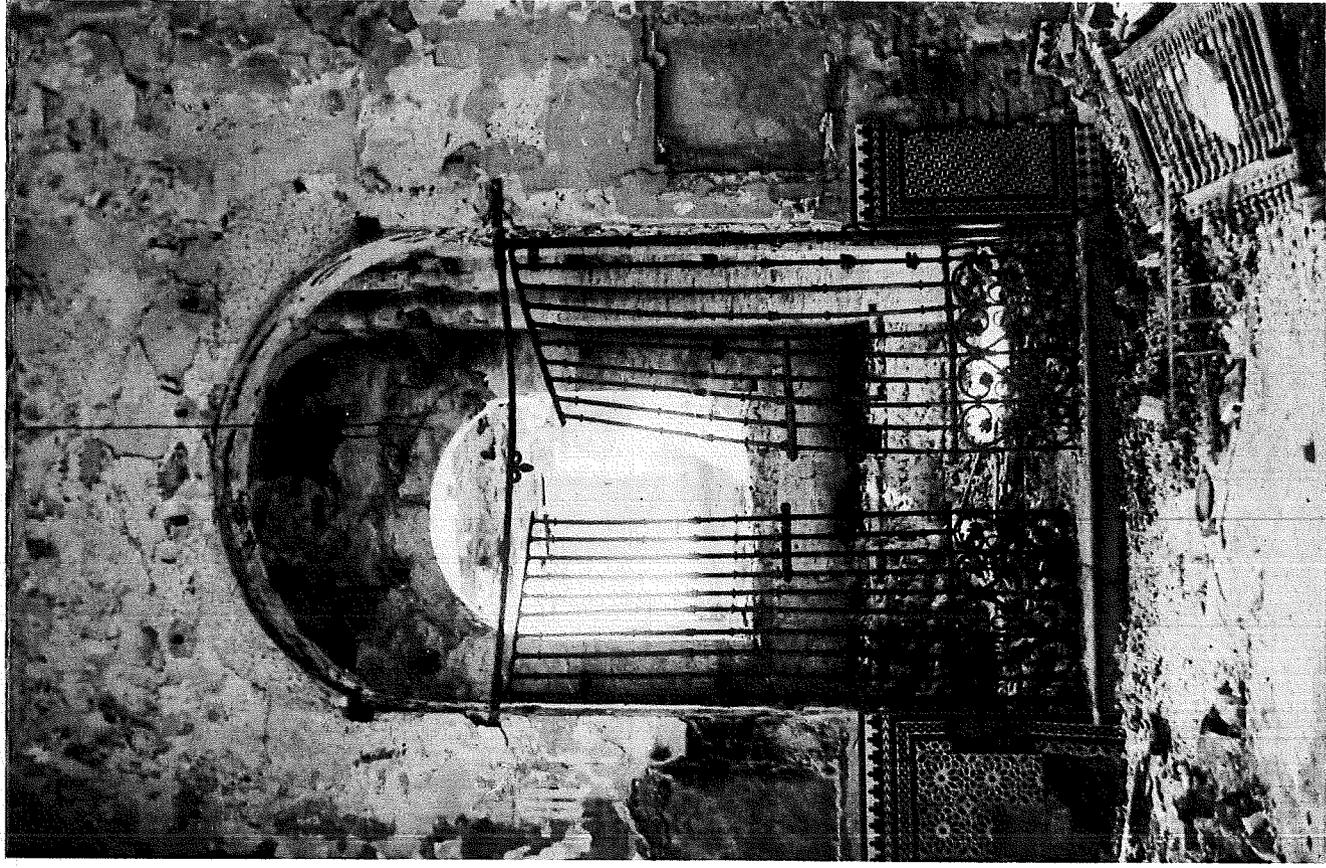
La nef de Santa Anna (Barcelone).



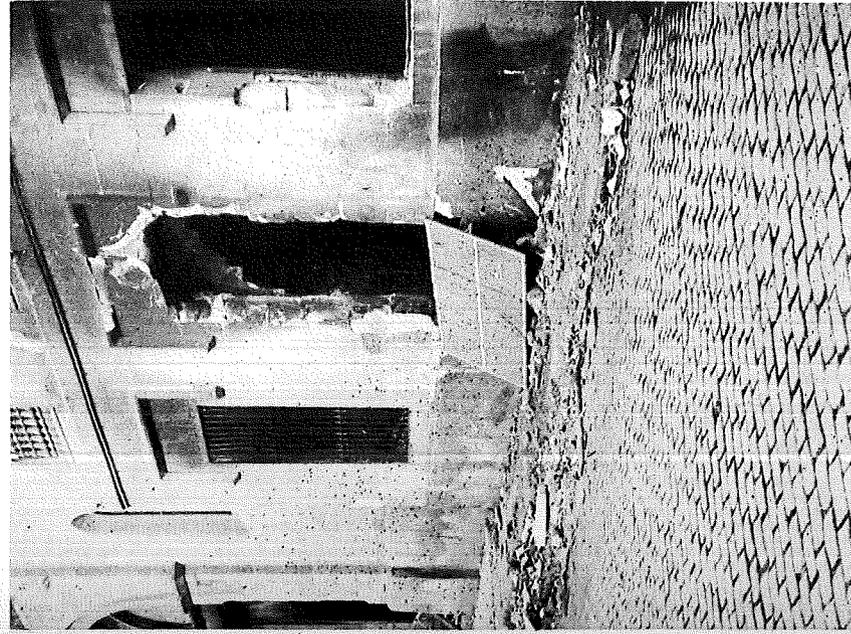
La façade de San  
LA GRANDE PITIÉ DES  
*Photographies*



Le chœur de Santa Anna (Barcelone).



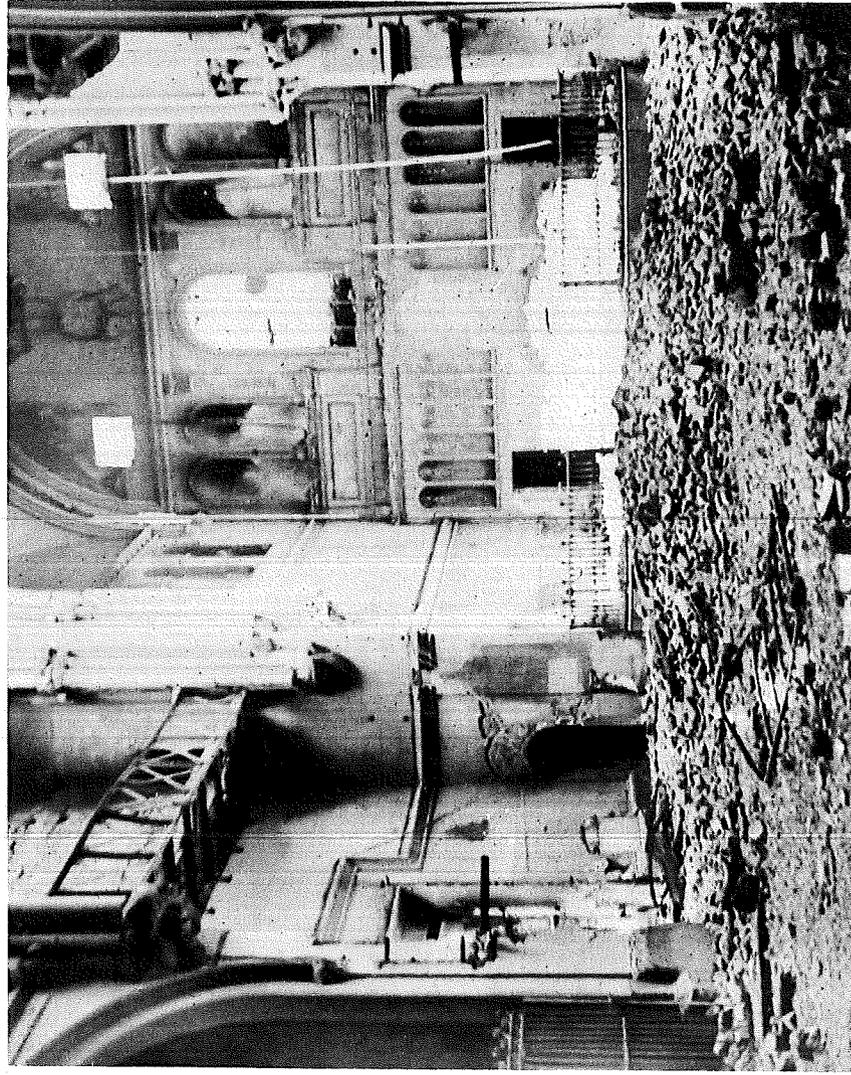
Une chapelle de l'église San Gil (Séville).



Madrona (Barcelone).

**SANCTUAIRES ESPAGNOLS**

*Marietti et Serrano.*



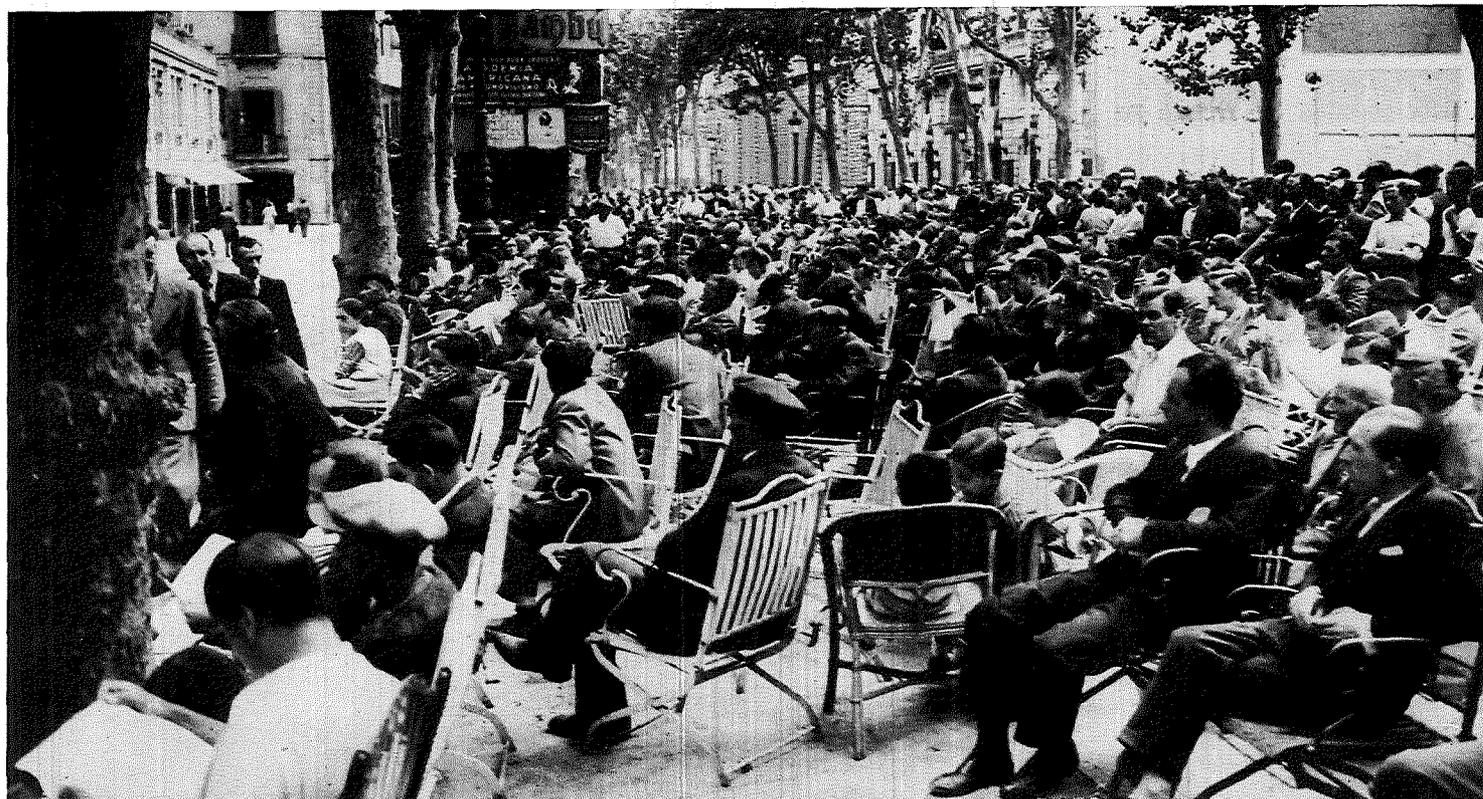
L'église San Francisco (Barcelone).



Deux officiers insurgés faits prisonniers quittent l'hôtel Colon devenu le siège du parti socialiste unifié catalan.



Défils de miliciens armés.



La foule paisiblement rassemblée sur les « ramblas » pour écouter les nouvelles.

**LES CONTRASTES DE BARCELONE**

*Photographies Merletti.*